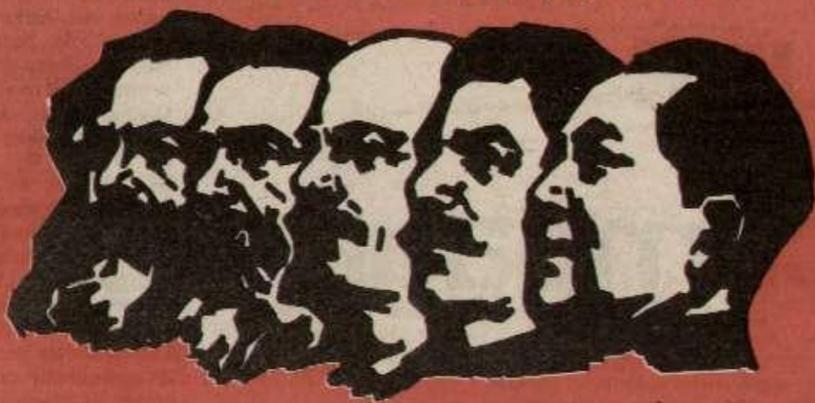


front rouge

organe central
du

Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

N°113

2 MAI 1974 / CCP FRONT ROUGE 31.191.14 LA SOURCE / BP 464 PARIS CEDEX 02

1,50 F

ni mitterrand

ni giscard

ni chaban



**SOUTENEZ
L'ACTION
REVOLUTION-
NAIRE
DU**

**PARTI COMMUNISTE
REVOLUTIONNAIRE (ml)**

portugal:

la chute du colonial fasciste caetano

une campagne commu- niste

Des centaines de prises de parole, d'interventions sur les marchés, devant les usines, des listes de pétition qui ont déjà recueilli de nombreuses signatures... Des réunions dans plusieurs villes de France, comme il y en a déjà eu à St-Etienne, à Givors... Enfin, une série de meetings, dans les grandes villes : certains se sont déjà tenus, au HAVRE, à STRASBOURG, à BESANÇON, à GRENOBLE, à LYON, à PARIS... A chacun de ces meetings, les travailleurs sont venus nombreux, plus de la moitié des participants, des travailleurs qui rejettent les illusions réformistes et révisionnistes et aspirent à la révolution. Le cirque électoral bourgeois bat son plein. Les candidats de la bourgeoisie bénéficient d'une publicité exceptionnelle sur toutes les ondes, ils dépensent des milliards, paient des équipes de professionnels pour couvrir les murs de leurs affiches. Bien sûr, notre Parti ne dispose pas de tous ces moyens ; la bourgeoisie lui a même refusé le droit de s'exprimer à la radio et à la télé. Malgré cela, notre Parti a entrepris une campagne communiste, autour de son président, André Roustan, pour faire connaître largement le PCR (ml) et sa ligne politique.

Au HAVRE, notre meeting a connu un très large succès, malgré toutes les tentatives de

la municipalité révisionniste pour empêcher le premier rassemblement du Parti dans cette ville.

A BESANÇON, une dizaine d'usines de la ville étaient représentées, parmi lesquelles des travailleurs en grève de Bourgeois, de France-Ebauches et de la SIFOP. L'intervention du camarade ROUSTAN y a été vivement applaudie.

A STRASBOURG, c'est sur la question «oui la révolution est possible, mais comment y arriver ?» qu'un débat animé s'est engagé.

A LYON, où prenait également la parole André ROUSTAN, la chorale VENT ROUGE du Parti Communiste Marxiste-Léniniste Italien a animé tout le meeting avec beaucoup d'enthousiasme révolutionnaire, et un camarade du PCMLI a adressé son fraternel salut à notre Parti.

A PARIS enfin, où notre camarade Bertrand REY dirigeait le meeting, sont intervenus Tobias ENGEL, une camarade qui a dénoncé la double exploitation des femmes, un camarade immigré qui a rappelé que les travailleurs immigrés ont leur place dans le Parti du prolétariat de France. Le meeting s'est terminé sur la projection du film «Lénine vivant».

en cours de
préparation
OCTOBRE
spécial
textes du
congrès
constitutif
du PCR (ml)

GAGNER LA BATAILLE DE LA DIFFUSION: DOUBLER LA VENTE DE FRONT ROUGE



Dans notre courrier nous avons reçu au sujet de la bataille de la diffusion cette lettre d'un vétéran communiste : «Tout camarade membre du Parti ou sympathisant qui connaît et veut faire connaître la ligne politique de notre Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste) doit engager une bataille politique et la gagner. Il serait anormal d'avoir une ligne politique, d'être d'accord avec celle-ci, et de ne pas la faire connaître. Cette arme qui est notre ligne doit nous donner le courage, l'ambition, de faire que notre Organe Central soit connu ; pour cela, il nous faut savoir comment nous y prendre pour augmenter sa diffusion, en contrôlant les postes de vente : kiosques, terrasses, maisons de la presse, etc... Mais surtout en augmentant la vente militante. Dans chaque cellule du Parti, doivent être étudiés les moyens de diffuser notre Organe Central ; pour ma part,

je propose, entre autres, de diffuser notre journal sur les stades, c'est une vieille expérience communiste. Car le sport n'est pas tout : le lendemain, la personne qui a acheté notre journal se retrouve avec ses problèmes ; nous, militants, en savons quelque chose.

Il est d'autres expériences que nous devons faire connaître à mesure que l'ensemble de nos cellules se saisira de cette tâche politique primordiale. Cette tâche politique est une bataille à gagner, bien des fois sur nous-mêmes ; nous devons la mener à son terme. Je pense à un jardinier, un vieux militant du Parti, comme moi, qui me disait au retour de notre Congrès : «Moi je veux m'occuper de diffuser Front Rouge, car je sais que notre Parti mène un juste combat, c'est par notre Organe Central que nous le ferons connaître».

et cette autre lettre de Besançon :

Camarades,
Pour répondre à l'appel pour la bataille de la diffusion, voici notre expérience. Notre cellule, la cellule KARAMEH s'est organisée pour que notre point de vue communiste soit diffusé rapidement et régulièrement dès le vendredi soir. Deux camarades diffusent le journal dans les cafés de Battant, quartier ouvrier français et immigrés. Ayant à cœur de présenter nos perspectives aux ouvriers, ils leurs parlent des articles du journal, discutent avec eux, répondent à leurs questions... Si bien que nous nous lions plus aux masses et répondons aux questions que les ouvriers ont en tête. Nous nous sommes aperçus que c'était la confiance dans notre

ligne et la volonté de la concrétiser qui était le meilleur moyen de vendre le journal.

Il faut remarquer que nous diffusons FRONT ROUGE à cet endroit depuis plus d'un an. Les ventes ont monté, nous avons tissé des liens étroits, et récemment, nous avons vu comment la création du Parti a fait doubler nos ventes. Si bien que, maintenant, diffusant 2 heures le samedi sur le pont Battant, et dans les cafés, nous arrivons à vendre plus de 50 journaux par semaine. Liant notre travail de diffusion au travail du Parti, nous avons d'autre part organisé une collecte de soutien aux grévistes de Bourgeois, qui a reçu un accueil chaleureux.

Cellule KARAMEH du PCR (ml)

assauts de démagogie électorale chez les trotskistes...

Krivine et Arlette Laguiller estiment que les trotskistes ont un rôle spécial à jouer dans le cirque électoral. Ce rôle, Krivine vient de l'expliquer sans ambages : «Mitterrand, s'il échoue, ce ne sera pas à cause de nos voix» déclare Krivine.

«Si elles se reportent sur lui au second tour c'est dans une large mesure parce qu'au premier, elles auront pu se faire entendre... ceux qui votent pour nous veulent marquer leur défiance à l'égard de l'union de la gauche, leur volonté de débordement. S'ils ne les marquaient pas par un vote révolutionnaire nombre d'entre eux se seraient abstenus». C'est assez clair : Krivine et Laguiller se présentent aux élections afin de collecter pour le deuxième tour, en faveur de Mitterrand, les voix de ceux qui s'abstiendraient au second comme au premier tour.

Pour tenter de tromper les travailleurs, Laguiller et Krivine mènent leur campagne sur deux thèmes :

- «Les révolutionnaires voteront au second tour pour le candidat du programme commun car il n'y a rien d'autre». (Krivine à Caen le 25 Avril). Les trotskistes cherchent à faire croire qu'aucun progrès ne peut être accompli vers la révolution en France sans la victoire électorale du candidat de la «gauche».

Pour prouver que cette victoire est nécessaire, les trotskistes essaient de faire passer les partis de «gauche» pour des partis ouvriers sous prétexte que ceux-ci ont encore de l'influence dans les masses. Que cette influence soit en fait celles des meilleurs agents de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier, est soigneusement camouflé. Ainsi «Lutte Ouvrière» du 22 avril

écrit : «Parce qu'il (Mitterrand) est soutenu par des partis et des organisations qui bénéficient de la confiance de la majorité des travailleurs, nous préférons qu'il l'emporte sur Chaban ou Giscard».

Mais Mitterrand est fort mal vu de la classe ouvrière, et les travailleurs révolutionnaires ne voient en lui qu'un homme de la bourgeoisie. Ce sentiment, les trotskistes ne l'ignorent pas. D'où la deuxième thème de leur campagne : en votant pour nous, vous pourrez faire pression sur Mitterrand... Ainsi, que dit Arlette Laguiller ? sur ses affiches, dans ses tracts, on peut lire : «Voter Arlette Laguiller c'est la seule façon de voter utile». Pourquoi utile ? pour faire de votre bulletin de vote un avertissement... et plus le nombre de voix qui se portera au premier tour sur Arlette Laguiller sera important, plus l'avertissement sera entendu, plus il comptera, aussi bien en cas de victoire Mitterrand qu'en cas de victoire de Chaban ou de Giscard ? Il s'agit ici de faire croire à la magie du bulletin de vote, à son efficacité. Dans la campagne des trotskistes, la démagogie fleurit : «Votez pour une femme, insiste par exemple Arlette Laguiller qui part en guerre contre la «république des hommes» et déclare : «Si certaines ont des cages dorées ce sont tout de même des cages». A quand un comité de lutte des engagés candidates à la présidence ? En attendant, Arlette Laguiller milite dans son syndicat Force Ouvrière créé et financé par la C.I.A., «parce que c'est plus démocratique», dit-elle !

KRIVINE, LAGUILLER et consorts, tous les trotskistes ne sont bien que des agents de la bourgeoisie.

... et les révisionnistes

100.000 personnes environ étaient venues écouter Mitterrand et Marchais, jeudi soir, à la Porte de Versailles. Beaucoup de militants, bien sûr, mais aussi des milliers de travailleurs venus se rendre compte sur place, soupeser, jauger Mitterrand, essayer de se rassurer. Car Mitterrand, malgré ses «talents d'orateur», ne parvient pas à effacer la méfiance que son lourd passé inspire à la classe ouvrière : la salle équilibrera ses applaudissements, autant à Marchais qu'à Mitterrand, ni plus, ni moins. Et lorsque les militants «socialistes» lancent le mot d'ordre de «Mitterrand président», il est vite couvert par «Pour le programme commun Mitterrand président» ; le public, en même temps qu'il est illusionné par le programme commun, manifeste ainsi ses doutes sur les engagements de Mitterrand. Et on le comprend, Mitterrand n'a-t-il pas à nouveau déclaré : «Je m'appuie sur les options fondamentales du programme commun» se gardant ainsi le choix de décider lui-même, de ce qui est fondamental ou ne l'est pas, laissant ainsi sur leur faim, certains jeunes, venus nombreux à ce meeting, affirmer leur volonté de changer de société, mais comprenant mal pourquoi ce parti qui se dit révolutionnaire s'est acquiné avec des bourgeois comme Deferre et autres «socialistes». S'ils ne voient pas encore clairement que cette alliance n'est pas «contre nature» mais est la conséquence logique de la dégénérescence du P.C.F. en parti bourgeois et qu'il est donc normal qu'il s'allie avec d'autres partis bourgeois, dans leurs questions, dans leur attente, se manifeste, de fait, une contradiction avec les révisionnistes. C'est en s'appuyant sur de telles contradictions que les Communistes Révolutionnaires aideront ces jeunes travailleurs à prendre conscience de la véritable nature du P.C.F.

EDITORIAL

Que doivent attendre les travailleurs de l'actuelle élection présidentielle?

C'est la question qui se pose aujourd'hui à l'intérieur de la classe ouvrière et dans les autres couches populaires. Une chose est claire pour la plupart des travailleurs : ni Chaban-Delmas, ni Giscard d'Estaing ne défendent leurs intérêts. Quelle que soit la précaution de l'un et l'autre candidat pour se munir d'un « programme social », ils apparaissent clairement comme les candidats officiels de la classe capitaliste, financés et soutenus par elle. Les 16 années où ces 2 individus ont participé ou apporté leur soutien à la politique gouvernementale, témoignent suffisamment contre eux. C'est très largement que les travailleurs leurs refuseront leurs suffrages, refusant d'arbitrer le conflit au sein de la bourgeoisie entre un candidat comme Giscard qui met plus l'accent sur les compromis avec l'impérialisme US et un candidat comme Chaban qui, lui parle plutôt de maintenir une certaine fermeté à l'égard des USA.

C'est évidemment la candidature de Mitterrand, candidat unique de la gauche qui suscite le plus de questions chez les travailleurs. Les rapports de nos camarades dans les usines, les premiers résultats de la campagne de signatures pour soutenir la candidature d'André Roustan, confirmés même par les reportages que les faux communistes du P.C.F. publient dans l'« Humanité » attestent d'un fait certain : les travailleurs n'attendent pas dans leur grande masse un changement radical avec la victoire de Mitterrand. Si de nombreux travailleurs sont aujourd'hui abusés par la campagne Mitterrand, ils n'attendent en fin de compte qu'une amélioration minimum de leurs conditions de vie et de travail, et nullement un réel bouleversement politique. Combien de travailleurs déclarent à nos camarades qu'ils voteront Mitterrand, parce que ça ne peut être pire.

Ainsi le réel écho que rencontre la candidature Mitterrand chez les travailleurs est contrebalancé par un certain scepticisme à l'égard de ce que fera ce candidat si il est élu. Cette méfiance qu'expriment ainsi de nombreux travailleurs est justifiée et légitime. Les plus âgés se souviennent du passé de Mitterrand, gérant loyal des intérêts bourgeois sous la IV^{ème} République, artisan actif de la répression des grèves ouvrières, ou de la poursuite de la guerre coloniale en Algérie avec les assassinats perpétrés directement sous son autorité, dont celui du communiste Fernand Yveton qui apportait son aide aux patriotes algériens. A cela s'ajoute ce que constatent tous les travailleurs

aujourd'hui, la désinvolture de Mitterrand à l'égard des revendications promises dans le programme commun. Il a été assez clair là-dessus, il refuse de s'engager à satisfaire les revendications inscrites dans le programme commun, même si elles sont fort éloignées des véritables revendications des travailleurs ! Il subordonne toute amélioration substantielle du pouvoir d'achat des travailleurs au « rétablissement du franc », avec ce que cela suppose d'intensification du travail pour relever la production ! C'est « dans la mesure du possible » qu'il satisfera les revendications des travailleurs, affirme-t-il ! Les travailleurs reconnaissent là le langage habituel du patron face aux revendications ouvrières.

Le P.C.F. connaît bien les réticences que suscite la candidature de Mitterrand chez les travailleurs. Pour tenter d'y répondre, le P.C.F. joue une politique à double face, il développe souvent oralement, dans les entreprises, les arguments suivants, ouvertement contradictoires avec ceux développés, chaque jour, dans l'Humanité : oui, nous le savons que Mitterrand va chercher à nous doubler et à duper les travailleurs, mais si la classe ouvrière est mobilisée on le forcera à respecter ses engagements, on pourra même le forcer à aller au-delà ; oui, nous le savons que Mitterrand est un bourgeois, mais une fois qu'il y aura des « communistes » au gouvernement, il sera possible de le déborder.

Et ce que nous constatons dans les usines, dans les entreprises, c'est que ces arguments font écho à des idées qui existent chez certains travailleurs, y compris chez ceux qui s'interrogent sur la nature du P.C.F. et sur le contenu du programme commun. Avec un gouvernement de gauche, ce sera plus facile de faire aboutir nos revendications, on saura le contraindre à aller au-delà de ses promesses, pensent ces travailleurs. Voilà une illusion que les communistes révolutionnaires doivent dissiper !

Un premier démenti à cette théorie du débordement est apporté par l'expérience même des travailleurs, ces dernières années. Depuis la fin de la guerre, chaque fois que la « gauche » a exercé le pouvoir, avec la participation du P.C.F. ou son soutien, les travailleurs, loin de pouvoir « déborder » ce gouvernement ont dû subir une succession de mesures réactionnaires. Par exemple, en 44-47, le passage du P.C.F. au gouvernement, loin de se

traduire par une amélioration du sort des travailleurs, a, dans plusieurs domaines, contribué à faire empirer leurs conditions de vie et de travail : allongement de la journée de travail, avec les semaines de 60 heures ; baisse du pouvoir d'achat de 40%, en moins de deux ans ; instauration du salaire au rendement ; intensification du travail record dans les entreprises nationalisées avec ses graves conséquences pour les travailleurs : 2 fois plus d'accidents du travail dans les Houillères en 47 qu'avant guerre... Cet exemple est particulièrement significatif ; grâce à la présence au gouvernement de ministres de « gauche », « socialistes » et « communistes » qui répétaient aux travailleurs qu'ils travaillaient pour eux, qu'ils développaient la production pour leur propre compte..., la bourgeoisie est arrivée à faire relever l'économie capitaliste par les travailleurs. Cela fait, le « socialiste » Ramadier a licencié les ministres P.C.F. du gouvernement... sans que cela conduise au moindre débordement !

Par exemple en 56, pour ne pas briser l'union de la gauche, le P.C.F. a voté les pleins pouvoirs au gouvernement présidé par le « socialiste » Mollet, et ce dernier s'est empressé de les utiliser pour envoyer le contingent en Algérie pour combattre la lutte de libération du peuple algérien.

Ces trahisons, même si elles sont un peu éloignées, ne doivent pas être oubliées des travailleurs. Le recours de la bourgeoisie à des gouvernements de « gauche » a correspondu à chaque fois à la nécessité de répondre à la pression et aux aspirations des masses que des gouvernements ouvertement bourgeois auraient eu de grandes difficultés à tromper. Parce qu'ils bénéficient encore d'une large influence chez les travailleurs, ce sont ces partis de « gauche », et avant tout le P.C.F. qui sont les plus aptes à désamorcer le mouvement des travailleurs, à imposer, avec le minimum de résistance, des mesures réactionnaires aux travailleurs. Rien n'a jusqu'à présent démenti cela, et surtout pas la candidature Mitterrand.

Quand Deferre annonce que la présence de membres du P.C.F. au gouvernement « permettra de prévenir les mouvements sociaux », quand Séguy lui répond que « les travailleurs auront à cœur de ne pas mettre en danger l'économie, de ne pas déposer de revendications irréalistes », quand Mitterrand affirme que les « travailleurs produiront mieux avec un gouvernement de gauche », voilà la classe ouvrière prévenue. Une victoire éventuelle de Mitterrand, loin de signifier une amélioration du sort des travailleurs, sera utilisée à plein par la bourgeoisie pour faire payer la crise à la classe ouvrière, pour tenter



d'imposer aux travailleurs le 13^{ème} mois de production réclamé par Giscard, la limitation du pouvoir d'achat annoncée par Messmer, le développement du chômage qui se constate déjà... Même si un gouvernement de gauche est amené par la pression des masses et pour conserver son masque de défenseur des travailleurs, à certaines concessions, il est avant tout un gestionnaire des intérêts du Capital : ce qu'il aura été amené à céder d'une manière, il disposera de multiples moyens pour le récupérer de l'autre, s'appuyant surtout sur ce masque de défenseur des travailleurs.

Les communistes révolutionnaires refusent de développer la moindre illusion chez les travailleurs à propos de la candidature Mitterrand, refusent d'appeler à voter pour lui au premier comme au second tour. Ce faisant nous savons que nous sommes à contre-courant du point de vue qui domine chez les travailleurs ; mais les vrais communistes ne peuvent fonder leur décision sur ce seul élément. Pour définir notre attitude, nous ne devons pas perdre de vue que la tâche des vrais communistes est d'introduire la conscience révolutionnaire chez les travailleurs, est d'aider les masses à comprendre la duperie que constitue la voie électorale prêchée par le P.C.F., et d'aider les masses à comprendre que le révisionnisme c'est une forme de l'idéologie bourgeoise introduite dans le mouvement ouvrier.

Or aujourd'hui la situation dans les masses est la suivante. Si le révisionnisme domine encore dans la classe ouvrière, il ne domine plus sans partage. De manière de plus en plus répétée, de manière de plus en plus aiguë, il apparaît dans les derniers mouvements de lutte une opposition entre les travailleurs et les propositions révisionnistes... De plus en plus fréquemment apparaissent, dans ces luttes, les aspirations révolutionnaires des travailleurs. Appeler à voter Mitterrand contribue-t-il à approfondir

cette brèche, ou au contraire, à aider à la refermer ? La réponse est claire : alors que les premiers bataillons de travailleurs d'interrogent sur la nature du P.C.F. et de sa ligne, alors qu'ils s'opposent parfois violemment à ce parti, le devoir des communistes révolutionnaires est d'aider ces travailleurs à prendre véritablement conscience du rôle du révisionnisme, à accéder à la conscience révolutionnaire, et à leur faire prendre un rôle actif dans l'action révolutionnaire. Appeler ces travailleurs à voter Mitterrand ce serait, qu'on le veuille ou non, renforcer chez eux les illusions d'un changement par la voie électorale.

Notre parti appelle ces travailleurs à le rejoindre, à venir, avec nous, édifier, dans la classe ouvrière, une puissante force communiste capable de déclencher et de diriger des actions révolutionnaires contre la bourgeoisie. C'est cette force communiste qui sera capable de disputer à l'influence du révisionnisme les larges couches de la classe ouvrière. Développer la conscience des travailleurs, développer une authentique force communiste, c'est la condition pour que la classe ouvrière puisse tirer avec profit les leçons d'un éventuel passage de la « gauche » au gouvernement !

Le conseil constitutionnel fidèle défenseur des intérêts de la bourgeoisie, a interdit à notre camarade André Roustan de venir expliquer tout cela à la télévision et à la radio, de dénoncer le cirque électorale et la voie électorale, de développer le programme révolutionnaire de notre parti. Nous n'en avons pas moins continué la campagne communiste autour de sa candidature : pétitions, réunions publiques... il en ressort une conclusion claire : malgré le cirque électorale, malgré le battage organisé dans la classe ouvrière pour le candidat unique de la gauche, de nombreux travailleurs se posent la question de la révolution et refusent de voter Mitterrand au premier ou au second tour.

C'est là que sont les germes de l'avenir.

NI CHABAN, NI GISCARD, NI MITTERRAND UNE SEULE SOLUTION LA REVOLUTION

Ne vous laissez pas endormir par le cirque électorale de la bourgeoisie.

Le 5 mai, vous ne voterez pas pour les candidats de l'ancienne majorité, Giscard et Chaban, vous les connaissez :

— La « Nouvelle Société » de Chaban-Delmas vous en avez eu un avant-goût quand il était Premier ministre : loi anti-casseurs, chômage et hausse des prix.

— La « Politique Nouvelle » de Giscard d'Estaing, depuis cinq ans vous vous en faites l'expérience : Giscard, c'est avant tout le ministre de la T. V. A. et de la hausse des prix.

Quant à Mitterrand, massacreur du peuple algérien, soutenu par les faux communistes du P.C.F., vous ne pouvez lui accorder le moindre confiance. Avec leur « programme commun », ces gens-là ne cherchent qu'à gérer à leur manière le capitalisme.

**NI CHABAN, NI GISCARD,
NI MITTERRAND
UNE SEULE SOLUTION :
LA REVOLUTION !**

Avec le Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste), dénoncez la farce électorale. Le 5 mai déposez ce bulletin dans l'urne.

**CONTRE LES ELECTIONS DE LA BOURGEOISIE
POUR ETABLIR LE POUVOIR DES OUVRIERS ET
DES PAYSANS**

J'EXPRIME MON SOUTIEN AU

**PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE
(MARXISTE-LÉNINISTE)**

**JE VOTE COMMUNISTE
JE VOTE ANDRE ROUSTAN**

PRESIDENT DU PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE (marxiste-léniniste)
REFUSE PAR LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Notre Parti avait présenté, comme candidat à la présidence de la république, André Roustan, Président du P.C.R. (m-l), un communiste de longue date, ouvrier maçon, ancien F.T.P., déporté à Buchenwald.

Le conseil constitutionnel, présidé par le vieux réactionnaire Roger Frey et composé d'une brochette de politiciens bourgeois, a refusé sa candidature. Pourtant, nous avions réuni plus de 100 signatures de maires, toutes valables. Nous avions même pris des garanties concernant une ancienne condamnation de notre camarade, accusé de « vol de journaux » (!) pour avoir brûlé publiquement des paquets du « Figaro » où était publiée l'éloge d'un fasciste notoire, le S.S. Skorzeny. Le conseil constitutionnel n'a pas osé saisir ces prétextes pour invalider la candidature d'André Roustan. Pourtant, il lui fallait à tous prix empêcher que les véritables communistes puissent mettre à profit la campagne pour s'adresser aux très larges masses des travailleurs.

Le prétexte choisi a donc été « un jugement du tribunal de commerce d'Aurillac » alors que notre camarade, ouvrier maçon toute sa vie, n'a jamais été ni de près, ni de loin à son compte !

Pour exprimer leur indignation devant cette mesure, leur refus des candidats et des élections bourgeoises, et leur détermination révolutionnaire, notre Parti appelle les travailleurs à déposer dans l'urne le 5 mai un bulletin à son nom.

"DOM-TOM" LE VRAI VISAGE DE L'ELECTORALISME BOURGEOIS



les troupes coloniales à Djibouti, pendant le référendum

La question du déroulement du prochain scrutin et du contrôle de sa régularité dans les colonies baptisées «Départements et Territoires d'Outre-Mer» font l'objet de vives controverses, qui ont opposé notamment le «centriste» Poher et le très UDR président du Conseil Constitutionnel Roger Frey. Tous les partis bourgeois y dépêchent leurs agents : de Giscard, qui puise dans sa famille (sa femme et son cousin) à Mitterrand, qui expédie Deferre en passant par le P.C.F., qui avait choisi Léon Feix (spécialisé dans la justification de sa ligne social-chauvine). Fanton, envoyé par Chaban avoue franchement le motif de cet intérêt subtil pour ces 800.000 électeurs (2,5% des voix) : «C'est peut-être vous qui ferez le président de la république».

En réalité, les élections dans les colonies ne sont relativement régulières que dans la mesure où le résultat d'ensemble en Métropole est suffisamment assuré d'avance. Le reste du temps, la fraude la plus impudente y met à nu le véritable visage de l'électoratisme bourgeois.

Les bandes armées de l'Etat bourgeois y jouent ouvertement leur rôle répressif : mobilisation policière massive, groupes de «civils» semant la terreur. En 1967, à Djibouti, on avait déplacé pour un référendum 600 CRS, les «bérêts rouges» et une escadre. A la Réunion, une dérogation spéciale autorise à pénétrer en armes dans les bureaux de vote.

Les pressions les plus graves sont exercées sur les masses : isolement («en mini-jupe») qui permettent de contrôler le vote, électeurs amenés par cars et qui doivent présenter le bulletin de «l'opposition» comme billet de retour (Guadeloupe 1973). Les cas sont fréquents de travailleurs, comme ce maçon réunionnais, qui se retrouvent licenciés pour avoir «mal voté».

Pour le reste, la manipulation des listes électorales et le bourrage des urnes y pourvoient : vivants non inscrits tandis qu'on fait «voter» les morts, maires «bien pensants» qui reçoivent, des «autorités», des liasses de procurations en blanc toutes signées. A Djibouti, ce

sont les «chefs coutumiers» rétribués par l'Etat qui votent pour toute la tribu. Et s'ils deviennent récalcitrants, voici ce qui arrive : «Il suffirait de rayer purement et simplement les Edakoto des contrôles. Il s'agit en définitive de ressortissants éthiopiens recensés en 63/64 pour les besoins de la cause». (circulaire officielle) : je t'inscris et je te désinscris !

Le résultat vaut les procédés, ainsi en 73, à la Réunion, le député de la majorité opposé à Paul Vergès avait gagné 6.000 voix entre les deux tours sur son adversaire révisionniste (le 2ème tour ayant été repoussé d'une semaine).

Par ces manipulations, la bourgeoisie montre le mépris dans lequel elle tient les masses populaires des colonies, «utilisables» pour faire et défaire les majorités, pour hisser à la chambre un Debré rejeté en France par les électeurs, elles n'ont pas le droit à la parole dès qu'il s'agit de leur propre sort. Leur juste revendication de l'indépendance est ignorée, et réprimée.

Sur ce plan, les partis «de gauche», si prompts à dénoncer la fraude qui les défavorise, n'ont rien à envier aux autres. Deferre, parlant aux Antilles du point du programme commun qui ne proposait pourtant qu'une «autonomie» de façade, le juge «mal rédigé» : «il ne saurait être question ni d'abandon, ni d'indépendance». Et «l'humanité» révisionniste emboîte le pas : la solution du problème des colonies est repoussée à «l'avenir», et «l'autonomie» n'est même plus l'objectif net, mais est «comprise» dans les possibilités.

Les peuples des colonies répondront comme il convient : en appliquant massivement les mots d'ordre d'abstention révolutionnaire de leurs organisations patriotiques.

«Janmé bondié !

L'heure est proche
Compagnons

Où l'édifice colonial

rongé par les vagues

des luttes populaires

s'écroulera à tout jamais

Et déjà le soleil de la victoire

brille à l'horizon !».

Sonny Rupaire (Poète guadeloupéen).

ils ne votent pas

Parmi les nombreux faits qui attestent que les élections qu'organise la bourgeoisie ne sont que l'instrument de sa domination, qu'une mascarade qui vise à donner un caractère démocratique à sa dictature, un fait est particulièrement révélateur : des catégories importantes de la population n'ont pas le droit de vote. Il s'agit des jeunes de moins de 21 ans et des travailleurs immigrés. C'est ainsi que, notamment, 3 millions de jeunes de 18 à 21 ans, à l'égard desquels les divers partis bourgeois rivalisent de démagogie lorsqu'il s'agit pour eux de se former une image de marque, n'ont pas le droit de vote. Mais pour ces jeunes travailleurs, la bourgeoisie n'est pas avare de certains «droits» à sa manière : le chômage, sans indemnités, car souvent ils n'arrivent même pas à trouver un premier emploi, le travail sans attrait car le plus souvent, CAP ou pas, ils sont embauchés comme OS, des conditions de travail particulièrement pénibles et aux cadences infernales car «dans la force de l'âge»... Il est vrai que, pour la bourgeoisie, les jeunes qui ont toujours occupé une place de premier ordre dans les grandes luttes de la classe ouvrière et du peuple, comme pendant la résistance anti-nazie ou pendant les grèves de Mai-Juin 68, ne sont pas assez «responsables» pour pouvoir exprimer leurs choix politiques...

Quant aux 3,5 millions de travailleurs immigrés, vivant en France, personne, pas même les révisionnistes, ne parle de droit de vote pour eux ; victimes des brimades racistes, entassés à 5 ou 6 par chambre dans des foyers insalubres, les travailleurs immigrés ont engagé partout en France des luttes pour l'égalité des droits, partout ils se sont trouvés à côté des travailleurs français dans les grèves, partout ils se sont mobilisés pour exiger l'abrogation de la circulaire Fontanet.

Alors qu'ils constituent 80% des travailleurs du bâtiment, qu'ils font les travaux les plus rebutants, et qu'ils sont les premiers licenciés en cas de crise (Peugeot, Citroën...), les travailleurs immigrés n'ont aucun droit politique, même pas celui de prendre part aux émissions de la campagne présidentielle, comme vient de le rappeler un communiqué de la commission nationale de contrôle : «seules les personnes de nationalité française peuvent y prendre part» ; (Ainsi André Roustain n'aurait pas eu le droit d'y faire participer un camarade immigré).

En dénonçant ces inégalités, il ne s'agit évidemment pas pour autant de répandre l'idée comme le font les révisionnistes, que le suffrage universel dans la société actuelle, serait capable de traduire réellement la volonté de la majorité des travailleurs et d'en assurer l'accomplissement, à condition toutefois d'y apporter quelques aménagements.

Ces travailleurs - jeunes, immigrés - sont partie intégrante de la classe ouvrière, et, en tant que tels, ont toute leur place dans la Révolution en France.

Travailleurs, jeunes et vieux, français et immigrés, pour la Révolution, pour le socialisme, rejoignez le PCR (m-l).

Une autre équipe s'est signalée récemment à Paris et également de jour (on y voit mieux) des malfrats en survêtements rouges ont bloqué la circulation avec leurs voitures et ont tranquillement commencé à arracher les affiches de Mitterrand, tout en malmenant ceux qui protestaient, bombardés de projectiles divers des immeubles voisins, ils ont dû abandonner le terrain.

Ces provocations des gorilles de Chaban et Giscard montrent qu'ils ne redoutent rien de la police bourgeoise, elles illustrent bien les mœurs politiques de la bourgeoisie avec son électoratisme pourri, les mœurs d'un système que tous les candidats en présence, Mitterrand compris, songent à sauvegarder.

Ces gansters savent que leurs crimes resteront impunis, comme l'assassinat de Marc Lanvin, jeune militant du P.C.F. assassiné par des «colleurs d'affiches» de l'UDR, en 1969. Le prolétariat se chargera de les châtier comme ils le méritent.

échos du cirque électoral

Pour rallier le maximum de voix de la petite-bourgeoisie et de la bourgeoisie, Mitterrand se doit de rassurer, il s'y emploie ainsi que ses alliés révisionnistes et radicaux.

LES NATIONALISATIONS : PAS DE QUOI S'INQUIETER !

Marchais à Orléans, le 26 avril, parlant des nationalisations : «Il s'agit là de mesures raisonnables, de mesures de bon sens. Elles n'ont rien de particulièrement socialiste ou communiste...» On s'en serait douté !

LES NOUVEAUX GARANTS DE L'ORDRE CAPITALISTE

Il reste à dissiper les craintes à propos de la présence des faux communistes du P.C.F. au gouvernement. Deferre est, sur ce point, catégorique : «Après 16 ans d'une politique rétrograde sur le plan social, la présence de communistes au gouvernement sera pour nous une garantie. Nous éviterons ainsi un certain nombre de difficultés, de troubles sociaux». (le 22 avril à Europe 1).

Et Séguy, quelques jours plus tard, s'engage à respecter la trêve sociale : «Nous saurons bien tenir compte... des réalités économiques et par conséquent des limites des possibilités sociales qui en découlent» (entretien avec Mitterrand, le 26 avril).

D'autant plus que «Les ouvriers travailleraient davantage s'ils avaient un gouvernement dans lequel ils ont confiance». (déclaration de Marchais, le 24 janvier 1974).

Les patrons ont déjà pu apprécier maintes fois le «réalisme» de Mr SEGUY, comme à LIP ou la SAVIEM par exemple.

FRANÇOIS ENCORE UN EFFORT (!)

Ces propos fort rassurants pour le bourgeois portent leurs fruits :

le giscardien Dijoud déclare :

«Nous n'approuvons pas le programme commun, mais il n'est pas impossible que les deux voix convergentes (programme commun et programme giscardien) se retrouvent dans une nouvelle majorité».

Et J.J.S.S. le «grand» absent de la compétition est séduit : «Mitterrand commence à rejoindre les réformateurs». (l'Express du 22 avril).

GISCARD, CHABAN ET LA HAUSSE DES PRIX

L'offensive tous terrains de la gauche n'entame pas le moral des candidats de la majorité.

Chaban a de nombreux projets pour «changer tout ça» :

«L'égalité sociale, quant à elle n'existera que lorsqu'aura été modifié un système fiscal qui repose trop sur la suspicion et la présomption de fraude». (Orléans le 24 avril).

Chaban n'aime pas tous ces soupçons «sans fondement» qui ont pesé sur lui à propos de sa feuille d'impôts...

Et pour Giscard, superbe, le «changement» serait déjà bien avancé :

«Personne ne parle des mesures pour lutter contre l'inflation, dit-il, et pour cause, elles sont déjà prises». (Déclaration à France-Soir le 26 avril).

Comme on dit, si c'était vrai, ça se saurait.

LA PECHE AUX VOIX SIONISTES.

Ça se dispute ferme pour rallier les voix des sionistes. Mitterrand a de sérieux atouts : il affiche publiquement sa liaison politique avec Golda Meir, et à le soutien des sionistes de «Tribune Juive» et de l'«Union des Etudiants Juifs de France». Chaban pour gagner des voix de ce côté sans trop se démasquer se livre à un numéro de haute voltige :

«J'ai déclaré que la question de l'embargo trouverait d'elle-même sa réponse et que dans les prochains mois la question ne se poserait plus... Je ne peux rien dire d'autre pour l'instant mais j'espère que les Israéliens m'ont compris». (déclarations à la télévision sioniste).

L'«INTEGRITE» DE ROYER

«Je vais me battre. J'aborde la campagne avec vigueur et ardeur», nous déclare le vertueux ROYER, «mais sans les moyens considérables dont d'autres disposent».

Monsieur Royer est si démuné de moyens qu'il a envoyé ses prospectus électoraux aux maires sous enveloppe non affranchie, avec le tampon du ministère des Postes et Télécommunications.

LES REVISIONNISTES EN CAMPAGNE.

Chaque jour dans l'Huma, Charles Sylvestre, envoyé spécial des révisionnistes, rapporte des échos de la campagne de signature pour Mitterrand. Le 24 Avril il était à la SAVIEM-Blainville où les révisionnistes se sont récemment illustrés en trahissant la dernière grève avec occupation.

Trahison qui leur a coûté la perte de nombreuses voix ouvrières aux dernières élections syndicales. «On va de surprise en surprise» écrit l'Huma «On apprend que tel chef plutôt «raide» à l'égard des ouvriers ne se cache pas pour dire qu'il «votera Mitterrand». Une référence ! Sylvestre a vu aussi les régleurs qui s'occupent de la chaîne des machoires de frein ; ils «l'ont étonné, ils ont signé l'appel et pourtant ils n'ont pas fait la dernière grève...».

Et l'Huma qui conclut : «la veine est inépuisable», (la veine des chefs et des jaunes !), a remarqué : «Tous les ouvriers de la SAVIEM ne sont pas aussi résolus». Certes, les ouvriers combattifs qui ont eu affaire aux révisionnistes lors de la dernière grève, ne sont pas enthousiastes pour le candidat anti-ouvrier unique de la «gauche».

LE POINT DE VUE DE L'IMPERIALISME U.S.

Des principaux candidats de la bourgeoisie, Giscard d'Estaing est celui qui défend le plus clairement les bonnes relations de la France avec l'impérialisme U.S. Giscard ne le dit peut-être pas toujours ouvertement, mais les Américains parlent de lui. Le «Washington Star», qui se fait l'écho des milieux dirigeants américains a écrit : «Giscard d'Estaing serait du point de vue américain le meilleur choix».

LE POINT DE VUE DE L'IMPERIALISME BRITANNIQUE.

Les plus grands journaux de la haute finance britannique font des éloges de Mitterrand. Pour l'«Economist», Mitterrand «est devenu plutôt respectable en matière économique». Venant d'un grand journal bourgeois, l'appréciation offre des «garanties» sur les projets «sociaux» du candidat de la «gauche».

LE POINT DE VUE DU SOCIAL-IMPERIALISME.

Dans leur éloge de Georges Pompidou, les sociaux-impérialistes ont un peu déformé la vérité ! Tout en saluant dans «Literatournaïa Gazeta» du 10 avril «l'homme de finances remarquable que fut Georges Pompidou» (certes, tout le monde n'a pas été directeur de la banque Rotschild), les impérialistes de Moscou ont écrit que celui-ci avait participé à la Résistance Française. Ils ignoraient comme vous le pensez, que Pompidou qui refusa de participer à la Résistance, avait déclaré à propos de l'affaire Touvier que «ces histoires de Résistance l'agaçaient».

La démarche récente des dirigeants du P.C.F. auprès de l'ambassade soviétique à Paris n'avait pas dit-on, pour objet de réclamer que Marchais, volontaire de la 1ère heure au S.T.O., et Mitterrand décoré de la Francisque de Pétaïn se voient décernés le même brevet de bon résistant. Il s'agissait seulement de protester contre le silence gênant de la presse soviétique sur le candidat de la «gauche»...

Serge LIVET.

qui colle leurs affiches ?

La campagne électorale est l'occasion d'une gigantesque bataille d'affichage que se livrent les gangs de colleurs des différents candidats bourgeois. Ces derniers jours, les colleurs d'affiches de Chaban et de Giscard se sont particulièrement distingués, en effet, pour coller leurs affiches, ils font appel à toutes les «bonnes volontés» musclées. Lors des précédentes élections, la majorité s'appuyait principalement sur les SAC et les CDR, troupes de choc qui lui servaient à la fois de gardes du corps lors des meetings et pour les collages nocturnes. Cette fois la majorité est divisée et du même coup SAC et CDR aussi, certains voulant soutenir Chaban, d'autres, moins nombreux, Giscard, ce qui a provoqué une bagarre pittoresque lors d'une réunion commune le 10 avril au sous-sol du cabaret «Le Dom Camillo», bilan : 2 blessés graves.

Giscard pour les besoins de sa campagne a fait appel aux fascistes

d'«Ordre Nouveau», «dissous» par Marcellin, entre autres Alain Robert, Gérard Vivot, Wirtz qui lui servent de gorilles. Ils se sont déjà illustrés le 25 avril à Rennes en attaquant à coups de barres de fer ceux qui contestaient le ministre des finances, faisant un blessé grave. Ce sont également des membres de «Faire Front» (nouvelle appellation d'«Ordre Nouveau») qui collent les affiches de Giscard, moyennant une coquette somme de 3.000 F par personne jusqu'au premier tour, chacun devant prélever 1.000 F sur cette somme pour la caisse de «Faire Front».

Si en province les nazillons collent pour Giscard, à Paris c'est à Chaban que vont leurs préférences, moyennant finances bien sûr, mais les caisses électorales sont bien remplies...

On a pu voir à Paris, du côté de Barbès, le 25 avril, des colleurs d'affiches costauds opérer de jour, pour le compte de Chaban, à 80, révoquer au poing ; La police n'est pas intervenue...



PREMIERE VICTOIRE

chez rateau

A RATEAU, le trust CGE vient de céder aux revendications des ouvriers en grève depuis 3 mois. La CGE voulait restructurer l'usine en attendant de la démanteler... La lutte l'a obligé :

- à réinvestir 33 millions en 3 ans dans l'usine, alors qu'il n'y avait que 1,3 million de prévu. Cela garantit jusqu'en 1978, 1.100.000 heures de travail par an liées aux commandes d'EURODIF et de l'EDF.

- à garantir l'emploi de 1680 ouvriers sur 1850, alors qu'elle voulait supprimer 400 postes de travail. Pour les autres, ce sont des départs en préretraite avec 85% du salaire pendant les 6 premiers mois, plus quelques départs en cours du conflit.

- à remettre en cause son plan de démantèlement qui devait supprimer la fonderie de précision, la chaudronnerie, fermer l'école d'apprentissage, vendre l'atelier ouest et les parkings. Le trust CGE a réussi à démanteler la chaudronnerie, dont 20 travailleurs seront reclassés en fonderie et les autres mis en reconversion à l'intérieur de l'usine. La fonderie de précision a un sursis et termine les commandes en cours. L'école d'apprentissage est maintenue et servira à la formation permanente dans l'usine. L'atelier ouest, qui devait être vendu, est conservé, les laboratoires y sont maintenus et 2 ateliers y sont transférés, l'atelier à ailettes et les paliers à gaz. Seulement un quart des terrains prévus est vendu.

- à payer les congés payés sans tenir compte de la grève, à verser la prime de mai, à payer intégralement les ouvriers en formation.

Par contre le trust refuse de payer les heures de grève, revendication qui tenait particulièrement à cœur aux grévistes. Seule une avance de 1000 F minimum est faite, remboursable en 5 fois. Il n'y a pas de garantie précise par rapport aux ouvriers reclassés: une commission est mise en place qui examinera cas par cas.

Ainsi, à l'exemple des ouvriers de LIP, les ouvriers de RATEAU, refusant d'accepter les licenciements avec reclassement, tels qu'ils sont prévus dans le Programme Commun, et tels que l'avaient convenus, en 1969, les confédérations et le patronat, ont occupé l'usine et persisté dans leur lutte: ils ont fait reculer la CGE. Les dirigeants révisionnistes de la CGT et du P.C.F. ont été obligés de tenir compte de cette revendication, en contradiction avec leur programme et, après avoir tergiversé du 17 décembre, date de l'annonce des licenciements, au 31 janvier, date du vote de la grève, ils sont décidés de s'appuyer sur la volonté de se battre des ouvriers de RATEAU. Les révisionnistes étaient surtout préoccupés de maintenir leur influence dans la classe ouvrière à la suite des exemples de lutte, comme LIP ou CERIZAY, dont le contrôle leur échappait...

La volonté de combat des ouvriers s'est exprimée principalement à travers le syndicat CGT (800 cartes) de l'usine, dont la commission exécutive (40 membres) a dirigé la grève, appuyé

par un noyau CFDT plus faible (70 cartes). Tout au long de la lutte, sous prétexte de la sécurité, de la peur des provocations, la direction révisionniste a tout fait pour que la combativité des ouvriers ne s'exprime pas pleinement. Comment expliquer autrement le refus d'ouvrir l'usine à la solidarité extérieure, le refus d'un comité de grève qui aurait permis une mobilisation encore plus large, la peur de voir la commission popularisation échapper au contrôle de la CGT, le refus de produire, par exemple, des jeux d'échec, comme cela avait été proposé. Et ceci sous le faux prétexte du risque d'accident alors qu'il n'y a quasiment pas d'accident quand c'est l'ouvrier qui détermine sa production, fixe son rythme de travail. Comment expliquer autrement, également, les hésitations sur le contenu à donner aux journées portes ouvertes (élus locaux seulement... ou tout le monde), ou les interventions à Alsthom ou à l'émission de télé «Midi Trente», toujours décidées en petit comité, et les gens contactés par liste, pour faire le tri, et toujours avertis au moment où ils sont dans le car pour y aller...? Il est à noter aussi que la volonté de la CGE a été contrecarrée par la conjoncture électorale... Il y a eu pression nette du gouvernement pour obliger ROUX à accepter le compromis élaboré par le ministère. En effet, dans une période électorale, où les candidats font assaut de démagogie sociale, et où le scrutin risque d'être serré, le conflit RATEAU jouait contre CHABAN et GISCARD. D'ailleurs; les conseillers généraux UDR de la Seine St Denis l'avaient bien senti, car ils avaient exigé, aux côtés des conseillers généraux révisionnistes, le règlement du conflit. La CGE a été largement dédommée du surprofit que cette restructuration capitaliste manquée devait lui procurer, car il semble que la commande EDF ait été un peu plus généreuse que prévu... ROUX compte d'autre part se rattrapper lors de l'introduction des nouvelles productions à RATEAU, par l'intensification du travail accrue, et sur les reclassements: il est vraisemblable que, comme il l'avait fait l'année précédente pour les 98 ouvriers de la fonderie, il essaiera de gagner sur leur déqualification.

A RATEAU, la lutte va continuer pour les travailleurs. Les succès obtenus, à RATEAU comme à LIP, sont une victoire importante de la classe ouvrière contre le chômage et les licenciements, contre les plans industriels du capitalisme. Les travailleurs n'admettront pas que les révisionnistes opposent RATEAU à LIP, pour essayer de faire admettre qu'il n'y a pas besoin de démocratie ouvrière dans les luttes, pas besoin que les travailleurs prennent en main la conduite de leur lutte... Les travailleurs n'admettront pas que les révisionnistes se servent de la tentative de mise en cause, aujourd'hui, des acquis de la grève LIP, par NEUSCHWANDER, pour essayer de les détourner du syndicalisme révolutionnaire.

à la SEMM

La ténacité des ouvriers de CARAVELAIR a contraint à céder le patronat, qui devait, là aussi, tenir compte de la conjoncture électorale (le visage «social» que veulent se donner Chaban et Giscard).

La société Maury de Redon reprend les 630 ouvriers en 2 sociétés. Une qui fabriquera des caravanes pour Trigano, employant 60 personnes, et une société trignacaise de mécanique, produisant des machines agricoles, doit être créée et employer 540 personnes. Les ouvriers restant seront employés directement par Trigano.

Maury voulait aligner les salaires de ses ouvriers sur ceux de Redon, ce qui aurait entraîné une baisse de salaire de 30 à 40%. Finalement, les salaires seront alignés sur ceux des Chantiers Navals, ce qui équivaut à une baisse de 10 à 15%. Les ouvriers restent vigilants et continuent d'occuper jusqu'au démarrage de la Société de Mécanique.

darboy

Après 4 semaines de grève avec occupation, les travailleurs de Darboy décidaient à l'unanimité, le 27 Février: de redémarrer la production. A nouveau affiches, tracts et brochures sortaient de l'imprimerie; les clients: Rateau, les employés de banque, des sections syndicales... Redémarrer la production, c'était montrer clairement que l'usine était viable, que l'emploi devait être maintenu, c'était assurer le soutien financier, assurer une popularisation plus large, c'était franchir une nouvelle étape dans la lutte: «Au début, la lutte était surtout défensive, on luttait pour les indemnités, maintenant on se bat pour le maintien de l'emploi, contre les licenciements», nous expliquait un des délégués CGT, ajoutant: «bien sûr, cela n'a pas plu au Syndicat du Livre CGT... Au début il nous ont aidé financièrement, c'est vrai, mais, nous, ce qu'on voulait surtout, c'était que le syndicat popularise notre lutte dans le secteur-livre, organise des débrayages de soutien... Au lieu de cela, dès qu'on a redémarré, le syndicat nous a désavoué publiquement devant le juge des référés, il a déclaré qu'il nous soutenait pour les indemnités mais qu'il était contre les formes de lutte qu'on avait adopté, que la sécurité sur les machines ne pouvait pas être assurée, ce qui est faux, puisque c'est nous qui réglons les cadences et non plus les chefs».

Au moment où l'imprimerie est touchée par la crise, Darboy est un exemple: «En ce moment, beaucoup de petites boîtes ferment, il y a eu 300 licenciements chez HENON en Mars, 23 chez GOELAND, 130 chez INFORMAIL... un peu partout des licenciements sont prévus; alors les gars sont intéressés par notre lutte, ils ne veulent pas que cela se termine comme à Larousse, ils voient que Darboy offre une autre voie».

Larousse, les travailleurs de Darboy en parlent souvent: «Ici, on est pratiquement tous syndiqués à la CGT et les mots d'ordre de la confédération étaient toujours très suivis, alors pour Larousse on était d'accord aussi... on a fait une collecte mais quand on est allés la porter, pas moyen de rentrer dans la boîte, on a dû donner l'argent à travers la grille, la CGT s'opposant à l'entrée de tout «élément extérieur»... Larousse, c'est un échec, l'usine a repris 2 mois, il a fallu reclasser les gars, mais il faut voir comment... il y en a qui ne sont toujours pas reclassés et il faut voir les pertes de salaires...»

En but au Syndicat du Livre, les travailleurs de Darboy font directement dans leur lutte l'expérience des réformistes et des révisionnistes: «ce n'est pas normal que les directions CGT-CFDT appellent à voter Mitterrand; nous on n'a pas été consultés. Personnellement, je pense que si Mitterrand passe, il nous obligera à freiner nos luttes» nous déclarait un travailleur, continuant: «oui, on a eu des problèmes avec le syndicat, pourtant, ça ne veut pas dire pour autant qu'on va laisser tomber les syndicats; s'il y a des défauts, c'est à nous de faire en sorte que ça change, il faut se battre avec...»

Plus que jamais, à Darboy, comme partout ailleurs, l'organisation de l'Opposition Syndicale Révolutionnaire est à l'ordre du jour.

NON AUX LICENCIEMENTS

EN AVANT VERS LE DEVELOPPEMENT DE L'OPPOSITION SYNDICALE REVOLUTIONNAIRE.

APPEL DE L'O.S.R.

face à la crise: ni chaban, ni giscard, ni mitterrand
luttons pour des changements révolutionnaires!
maintenons nos revendications!

A un moment où la crise s'approfondit, où le niveau de vie de la classe ouvrière vient de subir un nouveau coup avec les hausses de 1,2% avouées en mars d'après l'INSEE (1,4 pour la CGT), ce qui veut dire beaucoup plus, où le chômage s'étend, en particulier avec les jours de fermeture dans l'automobile...

La bourgeoisie capitaliste tente de donner le change en appelant les ouvriers à participer au choix de la nouvelle équipe dirigeante de l'impérialisme qui nous exploite...

Nous ne voterons ni pour le Ministre de la loi anti-casseur et des contrats de progrès, Chaban-Delmas, ni pour le Ministre des impôts, de la hausse des prix et du chômage malgré leur démagogie de «nouvelle société» ou de «nouvelle majorité».

Nous ne voterons pas pour un candidat :

- * qui nous promet 1.200 f alors que c'est 1.650 f qu'il faut pour vivre décemment, comme l'a montré la lutte des OS de Saviem.

- * qui parle de donner la retraite à 60 ans et de passer le salaire à 1.500 f, une fois la situation redressée (c'est-à-dire une fois que l'économie sera «redressée» par un surcroît de production) en bloquant les salaires comme en 1944-1947.

- * qui ne dit rien sur le salaire au rendement alors que de nombreuses luttes exigent sa suppression.

- * qui se tait sur les problèmes de nos frères immigrés et est décidé à maintenir la Circulaire Fontanet.

- * qui parle de reclassement alors qu'à LIP, Rateau, à Caravelair, ce sont les licenciements que refusent les travailleurs.

Nous ne voterons donc pas pour Mitterrand, contrairement à l'appel des confédérations CGT et CFDT qui mettent les luttes sous le boisseau, aujourd'hui, sous prétexte de trêve électorale, et qui demain si l'Union de la Gauche passe, nous appelleraient à la trêve sociale, sous prétexte de ne pas mettre Mitterrand en danger.

Travailleurs, il n'y a pas de solution à la crise, sans changement révolutionnaire, sans abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme. Aussi, regroupons nous derrière les partis et organisations qui préparent d'une manière conséquente ces changements, et non ceux qui se parent du nom de révolutionnaires pour mieux tourner leur veste au 2ème tour.

Maintenons nos luttes et notre plateforme d'Opposition Syndicale Révolutionnaire, faisons la avancer dans nos syndicats CGT et CFDT car c'est elle qui correspond aujourd'hui et demain aux aspirations des masses :

- 1.650 F pour 40 H
- Suppression du salaire au rendement !
- Retraite à 55 ans pour les hommes, 50 pour les femmes.
- Pas de licenciements. Non à la déqualification, Paiement intégral des jours de chômage technique !
- Travailleurs français - immigrés, mêmes droits, Abrogation de la Circulaire Fontanet !
- Ni Chaban, ni Giscard, ni Mitterrand, un changement révolutionnaire !
- Vive le Syndicalisme Révolutionnaire !

PAS DE TREVE ELECTORALE POUR LES TRAVAILLEURS EN LUTTE

besançon

Bourgeois, France-Ebauches, SIFOP ces 3 usines représentant plus de 1000 ouvriers, sont en grève depuis une semaine pour les mêmes revendications: 1500 F minimum de salaire, 200 F de rattrapage de vie chère, le 13ème mois, et une prime de transport et de panier. A Bourgeois et SIFOP, usines de découpage, les luttes sont dirigées par des syndicalistes révolutionnaires de l'O.S.R.

A SIFOP, le patron a déjà lâché 1.300 F par mois, ce qui est appréciable, car beaucoup gagnaient aux alentours de 980 F. Mais la grève continue pour le paiement des heures de grève, et en soutien à ceux de Bourgeois (dont SIFOP est sous-traitant).

A Bourgeois où 80% des travailleurs sont yougoslaves et maghrébins, où les sections, la CFDT, la plus ancienne, et la nouvelle CGT, sont dirigées par des syndicalistes révolutionnaires, la direction refuse la négociation, sous prétexte que la grève «serait dirigée par Front Rouge». En fait le patron ne peut tolérer de voir des syndicalistes révolutionnaires diriger le mouvement. Les travailleurs poursuivent leur mouvement. Déjà un représentant patronal a été sequestré. Ils comptent durcir leur mouvement à l'occasion du 1er mai.

Le PCR est le seul parti soutenant la lutte. Les autres partis étant occupés par leur campagne électorale. Déjà, des collectes qui ont recueilli 300 F ont été organisées lors du meeting du PCR à Besançon et sur les lieux de diffusion de Front Rouge. L'argent a été remis aux grévistes et cette initiative a reçu un accueil chaleureux: Des camarades ont été envoyés à la campagne pour chercher des vivres...

Face à l'entêtement de la direction, la lutte continue pour imposer le succès des revendications et la reconnaissance des syndicalistes révolutionnaires.

correspondant Besançon.

au-delà du cirque électoral, le pilier de l'état bourgeois: une armée de guerre civile

Le mercredi 17 avril, alors que la campagne pour les élections occupait le devant de la scène à la radio et à la télé, les gardes mobiles envahissaient les usines Berliet à l'Arbresle. En organisant son cirque électoral, la bourgeoisie veut se donner des airs démocratiques. Mais derrière le paravent de la démocratie bourgeoise, on trouve la répression des travailleurs par l'Etat, dont l'armée est le principal pilier.

DEFENSE OU AGRESSION ?

Officiellement, l'armée est là pour défendre le pays. Le service d'information et d'études du Ministère des Armées indique :

«...Deux guerres mondiales et de nombreux conflits outre-mer ont démontré que la sécurité d'une nation doit l'engager dans un effort permanent...» Les guerres coloniales menées contre les peuples d'Indochine, d'Algérie et du Tchad sont ainsi considérées comme des agressions contre notre pays, menaçant notre sécurité.

A quoi servent en effet les forces d'intervention, dont la définition officielle dit qu'elles «doivent être immédiatement disponibles pour fournir un corps expéditionnaire destiné à l'action sur des théâtres d'opération lointains», sinon à faire face aux luttes de libération des peuples opprimés ?

Par ailleurs, «il faut à la France une force de dissuasion» (force nucléaire et force de manœuvre). D'après le même service d'information, «la force de dissuasion permet à la France d'accroître sa liberté d'action et d'intervenir avec plus de poids dans le contexte international». En clair cela veut dire que la bourgeoisie française entend avoir une réelle force de dissuasion pour, d'une part avoir son mot à dire dans le partage du gâteau impérialiste, d'autre part, contrebalancer l'hégémonie des deux superpuissances. Notons que, dans le cas d'une agression d'une ou des deux superpuissances, les communistes, pour mener à bien leur tâche principale qui serait, alors, d'organiser la lutte de libération nationale, pourraient être amenés à s'allier avec certains éléments de l'armée bourgeoise.

Cependant, les grandes phrases des spécialistes militaires sur la défense du pays cachent mal le caractère agressif de l'armée française. Elles servent aussi à faire oublier que l'armée bourgeoise est destinée à réprimer tout mouvement révolutionnaire des masses de notre pays.

Le général d'armée Beauvallet secrétaire général de la Défense Nationale, dans la revue spécialisée

«Forces armées française» (janvier-février 1974), lève un coin du voile lorsqu'il écrit: «les Armées constituent d'abord un facteur de sécurité générale à l'égard des différentes menaces qui peuvent peser sur la nation, indépendamment de la menace extérieure... Il y a d'abord les désordres internes...»

CONTRE-REVOLUTION...

Dans une déclaration aux officiers de l'Ecole de guerre, c'est Debré qui a souligné: «la D.O.T.» (défense opérationnelle du territoire, troisième grand secteur de l'armée) «a pour mission d'empêcher le retour d'événements tels que ceux qui se sont produits en 1968». Galley, ministre de la Défense voit dans l'armée «le dernier recours de la société libre» (14 juin 1973). Ici on est bien loin de l'invasion étrangère, il s'agit de lutter contre ce que les spécialistes appellent «l'ennemi intérieur». Le service d'information du ministère des armées nous apprend que c'est celui qui se révèle lors «des crises et des conflits idéologiques dont les effets cumulatifs menacent la cohésion nationale»: Il s'agit du prolétariat révolutionnaire et de ses alliés.

Pour cela, la D.O.T. doit tenir le territoire et elle est chargée du contrôle politico-militaire du pays et de la population. Quand on se reporte aux petites phrases de Debré, on comprend mieux ce que cela signifie... Dès le 13 janvier 1965, un décret laissait entendre que les autorités civiles pouvaient demander aux autorités militaires la participation des troupes au maintien de l'ordre. Depuis, on est allé plus loin: la DOT est organisée en régions militaires en liaison étroite avec les autorités civiles. Et, depuis 68, pour plus d'efficacité, la direction de la DOT est sous contrôle direct du premier ministre.

Car la bourgeoisie sait tirer quelques leçons de l'histoire, par exemple de la Commune de Paris. Elle se rend compte qu'une insurrection prolétarienne dans un pays impérialiste comme le nôtre éclaterait d'abord dans les villes. C'est pourquoi elle envisage l'éventualité où elle devrait continuer la lutte contre les travailleurs en se retranchant dans les campagnes.

... A PARTIR DES CAMPAGNES

Ainsi, la DOT est composée principalement de régiments d'infanterie et de la gendarmerie (plus quelques unités de marine côtière et d'aviation). Le rôle dévolu à la gendarmerie départementale (36000 hommes) est de quadriller les campagnes et de se renseigner précisément sur la population. Les gendarmes des campagnes sont qualifiés pour cela, ils connaissent tous

les gens de leur village ou de leur canton et ils peuvent ainsi mieux repérer les nouveaux venus. Les renseignements ainsi fournis, ajoutés à ceux qu'apportent de leur côté les services de police (RG, sûreté, etc...) permettent la mise au point de «bulletins sur l'ennemi intérieur» dans lesquels figurent des noms et des renseignements concernant les «opposants constitutionnels», en particulier les révolutionnaires. Tous les officiers de la DOT peuvent avoir accès à ces bulletins.

La gendarmerie comprend une autre branche, la gendarmerie mobile (16000 hommes) que l'on voit de plus en plus intervenir contre les grévistes. Quand à l'infanterie, elle est organisée en unités de type commandos, facilement déplaçables par camions et couvrant tout le territoire. Ces forces, lors des manœuvres, doivent être capables de lutter contre un ennemi qui vient quelquefois de l'Est, mais aussi des grandes villes.

Après 1968, le thème des manœuvres est souvent la défense de points stratégiques contre des commandos d'étudiants gauchistes ou la lutte contre un petit groupe de civils peu armés. Pour cela, les groupes d'infanterie doivent s'allier à la population rurale (demande de renseignements) comme, par exemple, dans le Hainaut en 71 ou en Beauce en 72. Cependant les paysans ne voient pas d'un très bon œil les colonnes de fantassins traverser les champs ou faire du tapage dans les villages.

La bourgeoisie espère bien faire face à l'insurrection du prolétariat des villes en s'appuyant sur la paysannerie. Mais cet espoir sera déçu; la grande masse des paysans, paysans pauvres et moyens, réduite à la misère, obligée de quitter la terre, rejette de plus en plus le capitalisme et aspire à la révolution. Ces dernières années, les petits producteurs des campagnes ont montré leur volonté de s'allier à la classe ouvrière, notamment en soutenant un certain nombre de ses luttes. Cette alliance paysans-ouvriers que le P.C.R.(m-l) doit organiser mettra en échec la DOT et autres plans de la bourgeoisie.

L'armée vise dans les campagnes à créer des réseaux de casernes pouvant accueillir des maquis anti-guerrilla. On cherche également à ce que les régiments entrant dans la DOT soient composés de 30% d'éléments locaux à cause de leur connaissance de la région.

La bourgeoisie vise aussi à ce que l'armée puisse assurer, en cas de crise, la sauvegarde d'un certain nombre d'installations vitales pour elle. C'est le but des récentes manœuvres (mars 74)

qui ont montré que l'armée pouvait subvenir aux besoins de la bourgeoisie et aux siens propres en ce qui concerne les communications postales ou téléphoniques. La tactique actuelle de la bourgeoisie est donc de préparer l'avenir, de préparer la contre-révolution en noyant les campagnes.

Aujourd'hui, elle cherche à intimider. «En période calme, les mesures prises ont un caractère dissuasif, elles consistent à montrer la force pour ne pas avoir à s'en servir». (Jean Ravail du ministère de l'intérieur dans «Revue de la Défense Nationale» Juillet 72) C'est le cas de manœuvres comme celles de Fos-sur-Mer qui avaient lieu juste au moment où la plupart des chantiers étaient en grève (juin 73).

Egalement elle fait fonctionner contre les grèves ses dispositifs anti-crise; en 68 et en 73, l'armée contrôla la navigation aérienne; lors des grèves des transports publics ou des éboueurs, comme en 72, le contingent a dû remplacer les grévistes...

EMBRIGADER LA JEUNESSE

La bourgeoisie ne compte que partiellement sur le contingent: sur 550 000 hommes que compte l'armée, environ la moitié sont des militaires de

carrière, considérés comme plus sûrs. Cependant, pour pouvoir employer le contingent à des opérations de maintien de l'ordre et de contre-révolution, il faut le former idéologiquement. C'est le but de l'instruction donnée aux appelés pendant les classes où on leur déverse tout un flot de propagande anti-communiste (contre les «rouges», les «viets», les «chinois», le «communisme international» etc...), de propagande chauvine et raciste.

Mais surtout, c'est dans la vie quotidienne du contingent que s'effectue l'embrigadement. Par de multiples vexations, brimades, règlements autoritaires et stupides, on cherche à créer chez les appelés des réflexes de soumission servile qui doivent faire d'eux, en principe, une soldatesque disciplinée qui, le moment venu, tirera sur ses frères de classe.

Face à cette armée qui embrigade la jeunesse et qui prépare la contre-révolution, nous ne comptons pas, comme les révisionnistes sur «le loyalisme des officiers et sous-officiers». Notre but est la désagrégation de l'armée bourgeoise, ce que, seule, la Révolution prolétarienne peut accomplir.

Albert Chatillon.

LE POINT DE VUE REVISIONNISTE

Les révisionnistes du P.C.F. et leurs associés du «programme commun» proposent une meilleure utilisation de l'armée actuelle en France. Ils veulent, disent-ils que, «l'armée soit exempte de toute mission d'ordre intérieur ou d'intervention extérieure de type colonialiste ou impérialiste». Ils prétendent changer la mission de l'armée française actuelle en la gardant telle quelle.

Selon les révisionnistes, ce changement serait possible pour 2 raisons: la forte proportion de travailleurs, de gens du peuple au sein de l'armée et le «loyalisme sans faille des officiers et des sous-officiers». Cette position passe évidemment sous silence le fait que l'armée actuelle est conçue dans tout son fonctionnement, son organisation, pour assurer l'exercice de la dictature par la bourgeoisie.

Qu'il s'agisse des corps militaires spécialisés de l'armée de métier (près de la moitié des effectifs totaux), des rapports d'obéissance aveugle institués entre soldats et gradés, des liens séculaires, familiaux ou pécuniaires existant entre les cadres de l'armée et l'ensemble de la grande bourgeoisie, qu'il s'agisse de la formation, de la mentalité de cette armée, forgées notamment dans l'agression sanglante contre les peuples opprimés, en Indochine et en Algérie: tout concourt à en faire une armée dirigée contre les intérêts des masses populaires de notre pays.

Une telle armée, pilier de la dictature bourgeoise ne peut que réprimer dans le sang toute action des masses populaires qui menacerait réellement le pouvoir de la bourgeoisie.

Par contre, une telle armée s'accommoderait fort bien d'un gouvernement P.C.S. P.C.F. dont le «programme commun» n'envisage nullement l'abolition du système capitaliste.

La bourgeoisie peut tolérer dans son armée, des officiers «de gauche» surtout s'ils sont dans le genre Georges Sauge, responsable fédéral du P.C.S., président de l'«association des officiers de réserve», patronnée par le P.S., et qui compte de nombreux ex OAS, ex OAS lui-même. Au fond, les positions de la gauche n'ont qu'un but, empêcher les travailleurs de faire face à l'ennemi de classe. Mitterrand l'avoue: «je ne crois pas ceux qui disent le pouvoir est au bout du fusil... parce que ce sont les autres qui ont les fusils». (le 23/4/74 à Lyon).

LA REVOLTE DES APPELES

Voici 3 mois, le 21 janvier, 8 soldats du 51ème régiment d'infanterie d'Amiens étaient tués sous un tunnel ferroviaire, happés par un train, à Chézy sur Marne. Ils étaient en manœuvre dans le cadre de la DOT, le but étant d'atteindre un objectif sans se faire voir de la population. Les 8 soldats appartenaient à une unité effectuant un stage de commandos à la base de Margival. A Margival, comme à Givet dans les Ardennes, les Rousses dans le Jura, Kellern en Bretagne, etc... l'armée bourgeoise initie les appelés du contingent aux combats de petites unités, au combat futur contre les travailleurs engagés dans la lutte révolutionnaire. Ces stages de commandos sont organisés au mépris de la sécurité et de la vie des soldats, jusqu'à épuisement. Les familles des victimes de Chézy se sont constituées en association, pour lutter contre les stages de commandos, elles ont entrepris de dénoncer, à Amiens et sa région, les conditions imposées aux jeunes gens par l'armée bourgeoise. Cette action va dans le sens de nombreux mouvements de mécontentement qui se multiplient dans les casernes. Les jeunes du contingent luttent contre les brimades, la soumission servile aux gradés, contre le bourrage de crâne.

«Les incidents... reflétant une dégradation de l'état d'esprit sont en accroissement lent mais constant» notait déjà, en 1970, le rapport de la «sécurité militaire» sur le contingent.

Par les grandes manifestations du printemps 73, la jeunesse des lycées, les jeunes des CET «futurs ouvriers» ont clairement manifesté leur refus de l'embrigadement par l'armée bourgeoise. La révolte, souvent encore latente, même peu ou pas organisée dans les casernes, l'opposition croissante de la jeunesse à l'armée bourgeoise, au rôle qu'on entend lui faire jouer au sein de cette armée, contre le peuple de France et les peuples opprimés, vont à l'encontre des plans de la bourgeoisie, DOT et autres, sur l'utilisation du contingent en cas de guerre civile.

Si la désagrégation de l'armée bourgeoise n'est pas pour maintenant, la préparation de la révolution prolétarienne passe aussi par l'action dans les casernes dès aujourd'hui et les communistes doivent y participer activement.



matières premières: LE PILLAGE IMPERIALISTE

La session extraordinaire de l'ONU sur les matières premières est une victoire importante pour les peuples et pays du tiers monde. Ils y dénoncent unanimement le pillage de leurs richesses nationales par les trusts.

En ouvrant la session, Houari Boumédiène, président de la République Algérienne Démocratique et Populaire, a déclaré :

«En détenant l'essentiel des marchés de consommation des matières de base ainsi que le quasi-monopole de la fabrication des produits manufacturés et des biens d'équipement, les pays développés ont pu fixer à leur guise, tant les prix des matières de base qu'ils prennent aux pays en voie de développement que ceux des biens et services qu'ils leur fournissent.

De la sorte, ils se trouvent dans une position où ils peuvent drainer à leur profit, et par une multitude de canaux, les ressources des pays du Tiers-Monde».

En effet, les trusts occidentaux, rejoints aujourd'hui par le social-impérialisme soviétique, cherchent d'une part à extraire les matières premières des endroits où leur prix de revient est le plus bas, compte tenu des conditions naturelles et du prix de la main-d'œuvre, et d'autre part à s'assurer le monopole de ces ressources dans la concurrence.

PILLAGE DU TIERS-MONDE.

Plutôt que de développer les ressources

nationales, les monopoles des pays impérialistes choisissent donc souvent de piller les ressources du Tiers-Monde. Pour prendre quelques exemples, la quasi totalité du manganèse, du chrome et du cobalt, éléments de la fabrication des alliages de fer, qui sont utilisés par les pays capitalistes occidentaux proviennent du Tiers-Monde. En ce qui concerne l'énergie, la production de charbon de la communauté des six pays européens avait baissé d'un quart de 1960 à 1970, tandis que la consommation de pétrole (importé presque tout du Moyen-Orient) s'élevait de quatre fois pendant la même période. Les métropoles impérialistes transforment presque entièrement, chez elles, ces matières premières pillées dans les colonies et néo-colonies. En 1970, les pays du Tiers-Monde produisaient 40% du minerai de fer, mais seulement 4,5% de l'acier. Le même rapport de un à dix valait pour l'aluminium et son minerai : la bauxite.

Il en résulte pour les pays du Tiers-Monde une situation de dépendance économique grave. Par exemple, la quasi-totalité des exportations de la Zambie sont constituées par le cuivre, de la Mauritanie par le fer ; près des trois quarts de celles du Libéria par le fer, du Zaïre par le cuivre. Les trusts qui investissent dans l'exploitation des minerais détiennent ainsi les fils des ressources monétaires des pays concernés. Dans de nombreux cas, une métropole impérialiste se taille un véritable empire dans tel ou tel pays,

comme le Japon qui achète la totalité des matières premières produites en Malaisie et la quasi totalité de celles de l'Indonésie et des Philippines.

DES PROFITS FABULEUX.

Les capitalistes ont organisé l'inégalité des termes de l'échange : d'une part les prix des matières premières importées du Tiers Monde restaient stables (et compte tenu de l'inflation, baissaient en monnaie constante) ou bien diminuaient franchement ; et de l'autre, les prix des produits exportés des métropoles capitalistes augmentaient.

Au Ghana, tandis que la production de cacao (principale ressource d'exportation) augmentait de trois fois en dix ans, le revenu global qu'il en tirait avait baissé ! Cependant, les camions importés avaient vu leur prix multiplié par dix. Les récentes hausses des matières premières, et particulièrement du pétrole, compensent tout juste la baisse subie au cours des années précédentes (et pas du tout la hausse des produits finis). Les bénéfices tirés du pillage des matières premières sont fabuleux. Ainsi les trusts U.S. du cuivre ont tiré du Chili, en quarante ans, quatre milliards de dollars, pour un investissement initial de trente millions. La MIFERMA, monopole français du fer en Mauritanie, avoue, de 66 à 69, six milliards et demi de

bénéfices (combien en cache-t-elle ?) ; à elle seule, elle investit chaque année deux fois plus que l'Etat mauritanien. Au cours des neuf premiers mois de 73, les bénéfices des géants U.S. du pétrole ont fait un bond variant entre 30 et 60% par rapport à la même période en 72.

TOUS LES MOYENS SONT BONS.

Pour étendre et consolider cette position, ces monstres sont prêts à tout : coups d'Etat sanglants comme au Chili, dont la junte fasciste «indemnie» aujourd'hui les compagnies U.S. Mais aussi manœuvres sournoises. Aux Etats-Unis, à la télévision, une fillette invitait les citoyens à penser à son avenir en économisant leur essence. Cette publicité était payée par TEXACO, grand marchand d'essence. C'est que le cartel yankee des pétroles avait organisé «la pénurie», due non pas à l'approvisionnement en brut, mais au refus des compagnies de construire des raffineries. Il s'agissait de créer la panique, afin de justifier l'augmentation du prix et de préparer l'opinion à une éventuelle agression contre les pays arabes producteurs. Kissinger en prônant à l'O.N.U. «l'interdépendance» et Gromyko la «complémentarité des ressources» du Tiers-Monde et des pays impérialistes, ne prêchaient pas pour une autre chapelle.

SITUATION DES MASSES.

Pour les masses populaires du Tiers Monde, le résultat de ce pillage est une misère révoltante. Chaque habitant des pays tropicaux du Tiers-Monde, principaux producteurs de coton, ne consomme que le dixième du tissu consommé par un Européen. Pour les ouvriers des industries d'extraction, c'est la surexploitation : les mineurs mauritaniens de la MIFERMA travaillent douze heures par jour en plein soleil, à des températures équivalant à 45° à l'ombre, pour un salaire de 200 à 300 F. Au bout de deux ans, silicosisés ou tuberculeux, ils seront licenciés sans indemnités.

Pour les paysans, c'est la famine due au recul des cultures vivrières : au Dahomey, la culture du coton, du tabac et du palmier à huile fait reculer celle du manioc et du maïs, aliments de base. Et c'est aussi la surexploitation pour les cultures de plantes industrielles : au Dahomey toujours, le prix du tabac payé au paysan est inférieur de moitié à celui auquel il se négocie au port.

C'est contre cette situation intolérable que les peuples et pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine se lèvent unanimement.

JEAN LERMET.

portugal: la chute du colonial fasciste caetano

Une junte militaire, dirigée par le général colonial Spínola, vient de prendre le pouvoir au Portugal. Le dictateur fasciste Caetano et ses principaux acolytes sont exilés à Madère.

Ce coup d'Etat militaire est le signe de la crise profonde qui secoue la bourgeoisie portugaise. La cause profonde de cette crise, c'est la débâcle des troupes coloniales portugaises dans les colonies d'Afrique, la crainte de la bourgeoisie de perdre ses colonies et le mécontentement des officiers de l'armée coloniale devant les sévères défaites qu'ils subissent, devant la volonté d'un nombre de plus en plus grand de jeunes soldats de ne plus servir de chair à canon. Pour tenter de faire face à cette crise, Spínola a proposé un plan... qui n'a rien de bien nouveau. Il s'agit en fait de créer dans les colonies une série d'états «autonomes», de mettre à leur tête des régimes fantoches élus et de maintenir de cette façon la domination portugaise sous la forme d'une «fédération d'états libres et associés». En réalité une imitation de l'ex «Union Française», du «Commonwealth» britannique, en un mot le néo-colonialisme. Mais jamais il n'est question de reconnaître les organisations authentiquement représentatives des peuples qui mènent la lutte armée dont plusieurs (MPLA en Angola, FRELIMO au Mozambique, PAIGC en Guinée-Bissau) ont déjà fait connaître leur position : ils refusent cette solution.

«Aucune promesse écrit le PAIGC (Parti Africain de l'Indépendance de la Guinée et des îles du Cap-Vert) ne peut arrêter notre lutte si elle ne contient la reconnaissance sans équivoque de notre victoire, matérialisée dans la belle réalité de notre République souveraine de Guinée-Bissau et la reconnaissance de notre indépendance» et il précise que le meilleur soutien qu'il puisse



des armes dérisoires, celles des colons portugais affolés par les progrès de la lutte de libération

apporter au peuple portugais est de renforcer sa lutte armée de libération nationale.

Cependant, le mouvement de mécontentement de l'armée coloniale éclate aujourd'hui, au moment où un autre mouvement s'amplifiait, celui du peuple portugais contre 58 ans de régime fasciste ; pour le peuple portugais le fascisme de Salazar, puis de Caetano, c'était la misère, la nécessité, pour des centaines de milliers d'entre eux, d'aller chercher du travail à l'étranger ; pour tous, c'était le quadrillage permanent, la répression féroce qui frappait aveuglément, la prison, les tortures entre les mains de la sinistre PIDE (la police politique) ; pour les jeunes c'était, depuis plus de dix ans, la guerre coloniale, 4 ans de service militaire, des milliers de morts pour défendre les intérêts de la bourgeoisie coloniale. Cette révolte couvait depuis des années, elle s'était manifestée par

la désertion de milliers de jeunes (la moitié du contingent dans la dernière période), lors des grèves dans les usines, à l'université. Aujourd'hui depuis le renversement du régime Caetano elle s'exprime au grand jour. Le régime fasciste portugais a dû sa chute à la lutte des peuples des colonies et à l'aiguillage des contradictions qu'elle a entraîné au Portugal même. Voilà pourquoi le colonial Spínola et les officiers révoltés sont obligés de compter avec le mouvement populaire, avec les puissantes manifestations de joie qui ont accompagné le départ de Caetano. Spínola est obligé de libérer des prisonniers politiques, de dissoudre la PIDE vraiment trop impopulaire, d'autoriser les manifestations du 1er mai, et de promettre une Assemblée constituante élue.

La chute du régime Caetano peut offrir de nouvelles possibilités de développement aux luttes du peuple portugais si, effectivement, il y a une

plus grande liberté d'expression, de réunion, d'organisation... Mais il n'en reste pas moins que cette armée est la même qui, depuis plus de 10 ans, réprime féroce les patriotes africains. Spínola lui-même, qui est-il ? Un général colonialiste, un criminel de guerre, qui a fait ses premières armes dans les rangs de l'armée franquiste en Espagne, puis aux côtés des nazis à Stalingrad et qui s'est illustré, à la tête de l'armée coloniale dans le massacre des patriotes africains. Le 25 avril, ils n'ont pas changé soudainement de nature. Que cette armée, que cet homme-là soient obligés aujourd'hui de lâcher du lest, c'est une manifestation éclatante de la communauté de combat des peuples en lutte des colonies avec le peuple portugais et de l'aide précieuse qu'ils lui apportent.

Nicolas GUILLOT

internationalisme prolétarien...

* A l'appel des C.I.P. se sont tenus plusieurs meetings de soutien aux peuples des colonies portugaises. A Marseille, 120 personnes, à Martigues 180, des travailleurs portugais, arabes, français et leur famille y ont assisté. Ils ont applaudi le groupe de chanteurs cap-verdiens Kao Guiamo et le film de Tobias Engel tourné, dans les zones libérées de Guinée-Bissau. A Martigues, 140 F ont été collectés pour l'ambulance pour la République de Guinée-Bissau.

* A Montpellier, une centaine de personnes ont assisté à un meeting pour le 43ème anniversaire de la République Espagnole, organisé par le FRAP et soutenu par plusieurs organisations dont le PCR (m-l). Une intervention de notre Parti a été lue à la tribune.

* A Villeurbanne, le C.I.P. a réuni une cinquantaine de travailleurs immigrés dans un foyer. Des camarades palestiniens de la GUPS participaient à la discussion particulièrement animée à un moment où les sionistes lançaient sur la ville une campagne mensongère sur l'action de Kyriat-Shmoneh.

pour tout contact
avec les
comités
indochine
palestine
écrire :
C.I.P.
8 rue du roi de Sicile
75004 - Paris

IL Y A 20 ANS, DIEN BIEN PHU

une éclatante victoire du peuple vietnamien

Il y a 20 ans, le 7 mai 1954, la victoire de Dien Bien Phu mettait un terme à la sale guerre d'Indochine. 90 ans de domination coloniale, 9 ans de guerre impérialiste s'achevaient dans la débâcle du corps expéditionnaire français: 92.000 morts et 114.000 blessés, sacrifiés par l'impérialisme. Dès le lendemain, Mendès-France, le représentant de l'impérialisme français est obligé de venir à Genève, négocier avec Pham Van Dong, le représentant des patriotes combattants vietnamiens.

9 ANNEES DE GUERRE DU PEUPLE

9 ans plus tôt, le 2 septembre 1945, après l'insurrection d'Août, Ho Chi Minh prenait la parole à Hanoï: «les français s'enfuient, les japonais se rendent, l'empereur Bao Dai abdique. Notre peuple a brisé les chaînes de près d'un siècle de domination française pour faire de notre Vietnam un pays indépendant».

La République Démocratique du Viet Nam était née.

Dès sa naissance, la jeune république va affronter de dures épreuves. Une inondation catastrophique détruit une bonne partie des récoltes. Ho Chi Minh mobilise alors toute la population: «Je propose que tout notre peuple, et je m'engage à être le premier à le faire, jeûne une fois tous les 10 jours». Chaque famille économise, on partage le peu de nourriture; ouvriers, paysans, étudiants se mobilisent pour construire des digues, pour produire encore plus de riz... Pour la première fois au Vietnam, quelques mois plus tard, la famine était vaincue.

Mais l'épreuve la plus dure fut la guerre coloniale. Dès le 23 septembre 1945, l'armée de Leclerc débarque à Saigon et envahit le sud du Vietnam: l'impérialisme français se lance dans la reconquête coloniale. En mars 46, les troupes françaises rentrent dans Hanoï et se livrent à une tuerie sauvage... Quelques jours auparavant, le 6 mars, Sainteny signait avec Ho Chi Minh un accord reconnaissant l'existence de la RDV! Le 20 Novembre 46, la marine

impérialiste bombarde les quartiers populaires de Haiphong. C'est le début de la sale guerre; des années de massacre, de pillage, de viols. Le journal «l'Aurore», déjà, faisait l'éloge d'un de ces tueurs: «il plonge dans les territoires viet (c'est ainsi qu'ils appellent les patriotes vietnamiens), supprimant les sentinelles qui le gênent, pille les villages où cantonnent les hommes d'Ho Chi Minh, rentre au petit jour avec des prisonniers, des buffles, des sacs de riz, des poules, des armes»...

Toute la canaille impérialiste se mobilise pour la reconquête de ce morceau de terre française. Depuis le «socialiste» MARIUS MOUTET ministre des colonies, appliquant à la lettre le programme de la SFIO qui disait «l'Indochine est désormais sur le front international de lutte contre le stalinisme impérialiste, un théâtre d'opérations où il incombe à la France d'apporter sa contribution à la défense des nations libres en vue d'assurer la sécurité de l'ensemble du Sud-Est asiatique et des Indes». Jusqu'aux chefs militaires du corps expéditionnaire: Massu, Bigeard, Salan... des noms qui deviendront célèbres!... Ils font à leur apprentissage de la guerre coloniale.

«Accentuer la terreur pour empêcher la population de protéger les rebelles» dit Massu: c'est ce qu'ils appellent la «pacification». Ils installent à Saigon un roitelet fantoche Bao Dai lui offrent une armée fantoche de 300.000 hommes et l'appui d'un corps expéditionnaire de 25.000 hommes et de 500 avions: c'est déjà ce qu'ils appellent la «vietnamisation». «Pacification» et «vietnamisation» une tactique expérimentée dès 1948 et qui aura la vie dure en Algérie puis à nouveau en Indochine, avec les impérialistes US.

Mais dès le 19 décembre 1946 Ho Chi Minh lançait un appel général à la Résistance et prenait le maquis avec tout le gouvernement: «l'heure est venue de nous lever! Nous devons sacrifier jusqu'à notre dernière goutte de sang pour défendre le pays». Le peuple tout entier se lève «je n'oublierai jamais l'image, raconte un témoin, de ce mineur aux larges épaules aux vêtements encore salis de charbon, traînant un sabre ravi aux japonais et de cet étudiant jouant des marches tumultueuses sur un harmonica rouillé. Comment oublier ces 12 galettes de riz glissées dans nos ballots par une vieille femme de 80 ans qui vient d'échapper à la grande famine? Mêlant rires et larmes elle nous a dit: «mes enfants, je me réjouis de votre départ je n'ai rien à vous donner sauf mon cœur».

Octobre 47: 20.000 hommes des troupes coloniales qui brûlaient d'anéantir la zone de résistance de Viet Bac sont mis en déroute. 1950: une vaste zone de 2 millions d'habitants au nord du pays est libérée. 1951: cuisante défaite des troupes françaises à Hoa Binh à quelques kilomètres à peine de Saïgon.

JUSQU'À LA DEBACLE DE L'ARMEE COLONIALE

Fin 1953 c'est DIEN BIEN PHU. Écoutons le témoignage d'un des combattants vietnamiens: «chaque soldat espérait une campagne dans le delta, mais après examen du rapport des forces, nous comprenons mieux les décisions de l'Etat major: l'ennemi s'est regroupé, mais son dispositif n'est pas sans fissure en maints endroits, c'est là que nous frapperons pour l'épuiser et l'obliger à se disperser. Alors nos regards s'étaient portés au loin, vers ces chaînes de montagne



à vélo, à pied, des tonnes de matériel transportés sur plus de 500 km.

bleutées, sachant bien qu'il nous faudrait avoir de bonnes jambes... Des forces gigantesques affluaient aux premières lignes. Le flot des camions, des vélos, des porteurs échouait là comme vagues sur le sable. Quinze jours s'écoulèrent rapides. L'énorme serpent humain s'étant ramassé autour de Dien Bien Phu et n'attendait qu'un ordre pour resserrer son étreinte.»

On était en Décembre 53, tout le matériel avait été transporté sur plus de 500 kms, de nuit, à travers la forêt, sous la pluie diluvienne et les bombardements aériens. Les derniers kilomètres jusqu'au sommet des collines entourant la «cuvette» de Dien Bien Phu ne furent pas les moins difficiles: «Nous nous enfonçons jusqu'aux chevilles dans la terre meuble. Nos bras devaient fournir autant d'énergie qu'un camion pour faire avancer chaque pièce. Dans les côtes, des centaines de corps courbés à l'avant du canon tiraient sur de longs câbles qui le hissaient lentement... Il nous fallut 7 nuits pour hisser sur les cols ces quelques centaines de tonnes d'acier. Nous étions presque au bout de nos peines quand nous reçûmes l'ordre de tout redescendre. L'ennemi commençait à se mêler du calme environnant et renforçait encore son dispositif de défense et son aviation.»

Enfin le 13 mars 1954, grâce à la mobilisation de tout un peuple au front comme à l'arrière, le dispositif est prêt, l'ordre de l'offensive est lancé: «J'attends que vous m'annonciez votre victoire, je vous embrasse», dit un message d'Ho Chi Minh. L'offensive dura 55 jours et 55 nuits, sans interruption. Les uns après les autres les postes fortifiés ennemis tombaient, en commençant par les plus éloignés du camp de base, les plus isolés mais qui étaient aussi les plus protégés. Hin Lam, Doc Lap, Ban Keo, que le corps expéditionnaire appelait Béatrice, Gabrielle, Anne-Marie... Puis le 7 mai 1954, ce fut l'assaut final. Dans son P.C., De Castries, le chef du camp français, qui réclamait du renfort, recevait comme toute réponse de faire ce que bon lui semblait. «Soudain, quelqu'un cria: des drapeaux blancs du côté de Muong Thanh! C'était vrai! Notre commandement ordonna: tout droit sur le P.C. Des tranchées débouchèrent aussitôt des files interminables de soldats... Les drapeaux blancs se multipliaient mais on entendait toujours le crépitement obstiné de quelques mitrailleuses». A 8 h du soir, la bataille était terminée, le drapeau rouge à étoile d'or flottait sur Dien Bien Phu, 10.000 prisonniers quittaient en file indienne le camp

retranché. «L'oncle Ho va rajeunir de dix ans quand il apprendra la victoire» concluait un combattant.

Avec la victoire de Dien Bien Phu, s'éleva un immense espoir pour les peuples opprimés du monde entier. Un peuple frère, un petit peuple, venait de vaincre une forte armée impérialiste, de libérer son pays, il montrait la voie, celle de la guerre du peuple. Quelques mois plus tard, le 1er novembre 1954, la lutte armée éclata en Algérie. DIEN BIEN PHU a sonné le glas de l'empire colonial français.

Nicolas GUILLOT.

les travailleurs français aux cotés du peuple vietnamien

1945, de nombreux jeunes résistants français qui venaient de libérer la France se sont laissés entraîner dans l'aventure coloniale. Ils pensaient poursuivre, en Indochine, contre les fascistes japonais, les combats de la Libération. Bien vite, ils vont comprendre que c'est contre le peuple vietnamien que leurs chefs leur demandent de combattre et beaucoup vont refuser la sale guerre.

On a beaucoup parlé du marin Henri Martin, condamné à 5 ans de réclusion pour avoir distribué des tracts contre la guerre, mais il y en a bien d'autres. Par exemple, Jacques Holsten, que la misère avait poussé à s'engager dans la Légion et qui s'est retrouvé en Indochine sous les ordres d'anciens SS: fait prisonnier par les patriotes vietnamiens, il est libéré peu après et décide alors de dire la vérité sur la guerre coloniale; le 23 août 51, il est condamné à mort par un tribunal militaire français.

En France même, les actions contre la guerre se multiplient. Les mères et les femmes de soldats qui manifestent pour le retour du corps expéditionnaire. Les dockers de Marseille, Port-Vendres, Bordeaux, La Pallice, Bastia, Nantes, Rouen, Boulogne etc... qui refusent d'embarquer du matériel pour l'Indochine. Les cheminots de nombreux dépôts qui bloquent les convois militaires. Les ouvriers de Renault, de Fives-Lille et bien d'autres usines qui refusent de fabriquer du matériel militaire...

Sans parler des multiples manifestations contre la guerre et contre la collusion des dirigeants français avec l'impérialisme US: en février 49, à Montpellier, le ministre Coste-Fleuret se fait conspuer, au moment où le général US Rovers lui remet une médaille pour services rendus; et en 1952, ce sont les grandes manifestations contre Ridgway la Peste à Paris... Le peuple vietnamien, son Parti Communiste, ont toujours témoigné du grand prix qu'ils accordaient à ce soutien du peuple français.

l'impérialisme U.S. prend la relève

L'impérialisme français vaincu, l'impérialisme US allait prendre la relève. Dès 1950 Truman, le président US, déclarait: «la défense de l'Amérique est en Corée, à Formose et en Indochine». En clair, c'est la Chine rouge qui est visée: la Chine devenue indépendante en 1949 et où se construit le socialisme, sous la direction du Parti Communiste Chinois avec à sa tête Mao Tsé Toung. Chassés de Chine et de la Corée du Nord, les impérialistes US ont installé leurs fantoches Syngman Ree à Séoul et Tchiang Kai Chek à Taiwan, ils vont tenter la même opération en Indochine. Dès 1950, ils signent un accord avec l'impérialisme et, dès lors, l'aide US à la guerre coloniale ne cessera d'augmenter: en 1950 les USA participent pour 15% aux dépenses militaires en Indochine, 35% en 52, 45% en 53 et...80% en 54. Dès 51, en voyant les formidables travaux, les ports, les aérodromes, les fortifications construits grâce aux dollars US, le correspondant du «Monde» pouvait écrire: «Ce qui caractérise les travaux entrepris au Tonkin, c'est qu'ils dépassent dans le temps la guerre actuellement menée contre les Viets (ainsi, il appelle les patriotes vietnamiens) pour prévoir sinon une guerre internationale tout au moins une guerre moderne qui utiliserait des moyens de destruction n'ayant pas encore été employés jusqu'ici». Et effectivement, quelques années plus tard, les impérialistes US foulèrent aux pieds les accords de Genève et s'embourbaient dans la 2ème guerre d'Indochine, la guerre la plus cruelle jamais menée contre aucun peuple. En vain: fort de son expérience de la première guerre d'indépendance, le peuple vietnamien allait les battre à leur tour.

1500 MARINES U.S. DEBARQUENT A CHYPRE

Située à quelques dizaines de kilomètres du Liban, de la Syrie et de la Turquie, l'île de Chypre est une base stratégique maritime très importante pour les puissances impérialistes dans leur lutte pour le contrôle du Moyen-Orient.

1500 marines US viennent de débarquer à Chypre, sous le prétexte des opérations de déminage du canal de Suez. Arrivés à bord du navire d'assaut Iwo-Jima, certains se sont installés dans la caserne britannique de Dhékalia, d'autres dans la base aéronavale d'Akrotiri. Les Etats-Unis vont payer les annuités jusqu'alors payées par la Grande-Bretagne. Cette installation, présentée comme «provisoire» par le gouvernement Makarios pour tenter d'apaiser les protestations des chypriotes, confirme que les bases militaires de Chypre font désormais partie du système de l'OTAN, qu'elles passent de fait des mains des impérialistes anglais à celles des impérialistes US, maîtres de l'Alliance Atlantique.

Les «marines» en question sont-ils ceux qui s'entraînent à la guerre du désert et du maquis méditerranéen, aux Etats-Unis et sur notre propre sol, sur le plateau de Canjuers? L'agression des superpuissances et leur rivalité dans la région ne connaissent pas de limites! Les voilà toutes deux présentes à Chypre, où le social-impérialisme jouissait déjà d'un mouillage permanent!

abonnez-vous

Front rouge CCP 31 191 14 La Source

pour la France

pli normal	1 an	60 F
	3 mois	15 F
pli fermé	1 an	120 F

pour l'étranger: écrire au journal qui fournira le tarif.

**DEMANDE DE CONTACT
AVEC LE P.C.R. (ml)**

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Profession _____

envoyer à F.R. BP 464 75065 Paris Cedex 02